Elie Edmond Léon ALARI

Par : Fabrice Bourrée



Service historique de la Défense

- Informations
  - Nom : ALARI
  - Prénom(s) : Elie Edmond Léon
- Etat civil
  - Date de naissance : 15/07/1914
  - Ville de naissance : Albi
  - Département de naissance : Tarn
  - Pays de naissance : France
  - Profession avant guerre :
    - boulanger
  - Date de décès : 04/09/1994
  - Lieu de décès : Gaillac (Tarn)
- Résistance
  - Organisation(s) de résistance :
    - Front national
  - Pseudonyme : André, Pierre
  - Date d'engagement : 1/8/1942
  - Département(s) de résistance : Tarn
- Arrestation et condamnation
  - Date d'arrestation : 17/12/1942
  - Lieu d'arrestation : Carmaux
  - Département d'arrestation : Tarn
  - Juridiction de condamnation : Section spéciale - Montpellier

    - Date de condamnation : 03/07/1943
    - Motif(s) de condamnation :
      - Activité communiste
    - Peine infligée : Prison
    - Durée de la peine : 30 mois
    - Parcours carcéral :
      - Rodez
      - Montpellier
      - Nîmes
      - Eysses
- Eysses
    - Date d'arrivée à Eysses : 15/10/1943
    - Numéro d'écrou à Eysses : 2549
    - Préau ou autre affectation :
      - Préau 2
      - Boulangerie
    - Motif de la levée d'écrou : Evadé
    - Date de la levée d'écrou : 03/01/1944
    - Durée de détention : 0 an(s), 2 mois, 19 jour(s)

Biographie

Élie, Edmond, Léon Alari est né le 15 juillet 1914 à Lasgraisses (Tarn), à la ferme de Rieuloup. Il est le fils de Léon Victor Alari, métayer, et de Marie Gabrielle Jeanne Batut. Il est reconnu pupille de la Nation par jugement du tribunal d'Albi du 3 février 1923. Réformé, il devient boulanger. Garçon boulanger jusqu'en décembre 1940, il s'installe ensuite à son compte à Carmaux, place de la République. Le 4 janvier 1941, il épouse à Albi Marguerite Marcelle Henriette Metgé.

Militant communiste, il entre très tôt dans la clandestinité. Dès l'été 1940, il participe à la reconstitution du Parti communiste dans le Tarn, puis à la formation des premiers groupes du Front national. Il distribue tracts et journaux clandestins. Courant 1941, il fabrique avec André Payrastre, qu'il a lui-même recruté, des tracts tirés à la pâte à polycopier, qui appellent la population tarnaise à se dresser contre Vichy et l'occupant. Il assure la liaison avec les internés du camp de Saint-Sulpice-la-Pointe, auxquels il fait parvenir la presse du mouvement, et fait entrer de nombreux patriotes dans les groupes. Responsable départemental du Front national, il travaille avec Augustin Druart, responsable local d'Albi, et avec Abel Reysséguier, membre de la direction départementale. Il est aussi chargé de recueillir des renseignements sur les usines

métallurgiques du département reconverties dans la production de guerre. À partir d'août 1942, il représente le Front national auprès du mouvement Combat, que dirige dans le Tarn Charles d'Aragon, et prend part à la diffusion de ses tracts.

Le 17 décembre 1942, la brigade spéciale de Montpellier l'arrête à son domicile de Carmaux. Un document saisi sur un résistant arrêté à Rodez établissait ses responsabilités dans le mouvement. Il est d'abord incarcéré à Rodez, puis transféré à Montpellier en juin 1943. Il comparaît avec plus de cinquante coïnculpés devant la section spéciale de la cour d'appel de Montpellier. Le 3 juillet 1943, celle-ci le condamne à trente mois de prison, 3 000 francs d'amende et dix ans de privation de droits pour activité communiste. L'accusation lui reproche notamment d'avoir diffusé la lettre pastorale de Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, qui condamnait les crimes nazis. Le 18 juillet 1943, il est transféré à la maison centrale de Nîmes.

Il arrive à la centrale d'Eysses le 15 octobre 1943 et y est écroué sous le matricule 2549 ; sa peine ne doit s'achever qu'en septembre 1945. Affecté au préau 2, il travaille à la boulangerie et profite de ce poste pour détourner du pain au profit des détenus les plus affaiblis. Membre du groupe du Front national de la centrale, il appartient à la 5e compagnie du bataillon clandestin et participe aux journées des 9, 10 et 11 décembre 1943. Le 3 janvier 1944, il s'évade de la centrale.

Le 5 janvier 1944, il rejoint le maquis « France » dans le Lot (1er bataillon FTPF, secteur C), sous les pseudonymes d'« André » et de « Pierre ». Chef de groupe, il est muté en avril 1944 par le commandant « Philippe » dans les maquis du Tarn. Il y sert jusqu'à la Libération comme agent de liaison auprès de l'état-major FTPF. Démobilisé le 4 septembre 1944, après la fusion des FTPF dans les FFI, il reprend son métier de boulanger, puis s'installe à Albi, avenue du Colonel-Teyssier.

Il est homologué au titre de la Résistance intérieure française (Front national, soldat de 2e classe, services du 1er août 1942 au 3 janvier 1944) et des Forces françaises de l'intérieur (du 5 janvier au 23 août 1944). Il reçoit également le certificat d'appartenance au Bataillon FFI de la centrale d'Eysses. La reconnaissance de son internement est en revanche plus difficile à obtenir. Le 27 septembre 1951, le titre d'interné résistant lui est refusé au motif qu'il aurait été condamné pour des faits « à caractère politique et non résistant ». Il reçoit à la place, le 30 avril 1952, la carte d'interné politique. Il demande le réexamen de son dossier en 1955 puis en 1957, en y joignant les attestations de ses compagnons d'arrestation. Le titre d'interné résistant lui est finalement attribué le 2 septembre 1960, pour la période du 17 décembre 1942 au 3 janvier 1944. Titulaire de la carte de combattant volontaire de la Résistance depuis le 1er février 1955, il obtient la médaille des Évadés par arrêté du 17 juillet 1989, puis la carte d'évadé en janvier 1990.

Élie Alari est décédé le 4 septembre 1994 à Gaillac (Tarn), à l'âge de 80 ans.